



# FR

Cette action est financée par l'Union européenne

## ANNEXE 2

de la décision de la Commission relative au financement du programme d'action annuel 2018  
en faveur de la République du Niger

### Document initial relatif à l'action pour le programme d'appui à la société civile - PASOC 4

#### INFORMATIONS A L'INTENTION DES DEMANDEURS DE SUBVENTION POTENTIELS

##### PROGRAMME DE TRAVAIL RELATIF AUX SUBVENTIONS

Le présent document constitue le programme de travail relatif aux subventions au sens de l'article 110(2) du règlement financier applicable au FED en vertu de l'article 37 du règlement (UE) 2015/323, à la section suivante en ce qui concerne l'appel à propositions: 5.4.1.

<b>1. Intitulé/acte de base/numéro CRIS</b>	Programme d'appui à la société civile – PASOC 4 Numéro CRIS: NE/FED/040-843 Financé par le 11 <sup>e</sup> Fonds européen de développement (FED)	
<b>2. Zone bénéficiaire de l'action/localisation</b>	Afrique de l'Ouest, Niger (NE) L'action sera menée sur l'ensemble du territoire du Niger, dans les huit régions du Niger. La gestion du programme sera installée à Niamey	
<b>3. Document de programmation</b>	Programme indicatif national (PIN) pour le Niger 2014-2020	
<b>4. Secteur de concentration/domaine thématique</b>	Mesures d'appui à la société civile	Aide publique au développement: OUI <sup>1</sup>
<b>5. Montants concernés</b>	Coût total estimé: 8 263 158 EUR Montant total de la contribution du FED: 8 000 000 EUR La présente action est cofinancée par des bénéficiaires de subvention potentiels pour un montant indicatif de 263 158 EUR	

<sup>1</sup> L'aide publique au développement « doit avoir pour but essentiel de favoriser le développement économique et l'amélioration du niveau de vie des pays en développement ».

<b>6. Modalité(s) d'aide et modalité(s) de mise en œuvre</b>	Modalité de projet Gestion directe - subventions – appel à propositions et passation de marchés de services			
<b>7. a) Code(s) CAD</b>	15150 – Participation démocratique et société civile			
<b>b) Principal canal de distribution</b>	S/O			
<b>8. Marqueurs (issus du formulaire CRIS CAD)</b>	<b>Objectif stratégique général</b>	<b>Non ciblé</b>	<b>Objectif important</b>	<b>Objectif principal</b>
	Développement de la participation/bonne gouvernance	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	x
	Aide à l'environnement	<input type="checkbox"/>	x	<input type="checkbox"/>
	Égalité entre hommes et femmes (y compris le rôle des femmes dans le développement)	<input type="checkbox"/>	x	<input type="checkbox"/>
	Développement du commerce	x	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Santé génésique, de la mère, du nouveau-né et de l'enfant	x	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	<b>Marqueurs de Rio</b>			
	Diversité biologique	x	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Lutte contre la désertification	x	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Atténuation du changement climatique	x	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Adaptation au changement climatique	<input type="checkbox"/>	x	<input type="checkbox"/>
<b>9. Programmes phares thématiques «Biens publics mondiaux et défis qui les accompagnent»</b>	S/O			
<b>10. Objectifs de développement durable (ODD)</b>	Objectifs principaux: <b>ODD 16 – justice et paix, 5 – égalité entre les sexes</b> Objectifs secondaires: <b>ODD 10 – réduction des inégalités, 13 – lutte contre les changements climatiques, 17 – partenariats pour la réalisation des objectifs</b>			

## RESUME

Ce programme fait partie du programme global de la délégation de l'Union européenne d'appui à la société civile du 11<sup>e</sup> FED. Il a pour ambition de consolider et de pérenniser les interventions financées jusqu'à maintenant pour un environnement propice à la participation des organisations de la société civile (OSC) dans la mise en œuvre des politiques publiques, leur suivi et évaluation, et dans le développement économique et démocratique du Niger. Ce

programme contribue à poursuivre la mise en œuvre de la feuille de route d'appui à la société civile de l'UE 2014-2017 en cours de mise à jour (nouvelle feuille de route 2018-2020).

L'objectif global est de consolider la démocratie et la bonne gouvernance au Niger.

L'objectif spécifique est de renforcer les OSC dans leur rôle d'acteur du développement au Niger.

Ce nouveau programme sera mis en œuvre dans toutes les régions du pays dans le cadre d'une gestion partiellement indirecte, et sera doté d'un budget de 8 000 000 EUR.

Une attention particulière sera accordée aux enjeux essentiels de développement. À cet effet, un appui sera garanti par des soutiens directs aux OSC thématiques (si nécessaire selon des montants réduits et procédures simplifiées) via un appel ou plusieurs appels à propositions.

Les acquis dans le cadre des appuis précédents seront donc pérennisés et consolidés. Les ruptures dans la mise en œuvre des processus de renforcement de capacités et de dialogue OSC-État-collectivités territoriales seront évitées. Les appels à proposition porteront en particulier sur les nouvelles thématiques.

## **1 CONTEXTE**

### **1.1 Contexte sectoriel/national/régional/Domaine thématique**

Au Niger, il n'existe pas encore de politique sectorielle concernant la société civile. Adopté en 2017, le nouveau plan de développement économique et social (PDES 2017-2021) est le document de base qui constitue le cadre stratégique à moyen terme pour les politiques nationales et les appuis des partenaires internationaux. Le PDES affirme que la société civile a un rôle important à jouer dans le développement national. En conséquence, celle-ci a été associée à sa mise en place et participe à sa mise en œuvre dans les différentes commissions de suivi.

Les autorités du Niger ont ainsi fait des efforts pour avancer dans les questions relatives à la société civile, notamment dans le cadre des différentes phases du programme d'appui à la société civile. Le processus de décentralisation, amorcé depuis 2004, a permis de renforcer l'implication des acteurs de la société civile, notamment dans la mise en œuvre des plans de développement. Par ailleurs, des travaux sur l'amélioration des textes législatifs et réglementaires régissant le statut des OSC ont aussi été menés et plusieurs concertations entre l'État et la société civile ont eu lieu à ce sujet. Toutefois, à cette date, malgré le constat que cette législation est devenue obsolète, cela ne s'est pas encore traduit par la promulgation d'un nouveau cadre juridique et réglementaire.

La formulation d'un nouveau programme d'appui à la société civile, constitue une opportunité pour faire un point sur l'état d'avancement de l'action des organisations de la société civile et formuler de nouvelles orientations et des objectifs pour son renforcement et développement.

Pour que le rôle de la société civile soit plus affirmé dans la vie nationale, il est important de relever un certain nombre de défis qui constituent des contraintes à l'expression de son potentiel.

### ***1.1.1 Évaluation de la politique publique et cadre stratégique de l'UE***

En référence à l'accord de Cotonou, on distingue trois niveaux de dialogue stratégique:

- l'implication des OSC dans la planification des stratégies et des priorités, ainsi que dans les activités de coopération et dans le dialogue État du Niger – UE. Des échanges sont périodiquement organisés depuis 2010, via notamment les programmes d'appui à la société civile (PASOC). À titre d'exemple on peut citer les consultations menées récemment dans le cadre de la préparation de la programmation du 11<sup>e</sup> FED.
- le renforcement des capacités des OSC pour un dialogue plus efficace, la maîtrise des politiques publiques et une meilleure connaissance sectorielle. À travers les programmes PASOC 1 et 2 diverses initiatives ont été menées dans ce cadre.
- le soutien des OSC dans l'exercice de leurs activités, notamment dans les domaines du développement durable, de la santé, de l'éducation, des droits des personnes vulnérables, de la promotion de la paix, de la gestion des ressources naturelles et de la cohésion sociale.

L'Union Européenne a développé, de concert avec les structures gouvernementales et les autres parties prenantes, une stratégie d'appui à la société civile au Niger dans l'élaboration de la feuille de route de la société civile 2014-2017 qui a identifié trois priorités d'intervention qui devraient s'inscrire dans un cadre d'approche commune et consolidée de l'UE et des États membres pour une coordination et une visibilité accrue des actions en appui à la société civile. Il s'agit de mieux:

- structurer le dialogue entre l'UE et les OSC;
- renforcer l'efficacité de la participation des OSC nigériennes aux dialogues politiques;
- renforcer la capacité des OSC à exercer plus efficacement leurs rôles d'acteurs indépendants du développement.

Cette feuille de route est toujours en cours de mise en œuvre mais elle sera mise à jour avant le démarrage de cette action

Dans la perspective d'optimiser la participation des OSC dans le processus de coopération au développement, différents mécanismes de dialogue sont mis en œuvre. Ils ont pour objectif d'améliorer la compréhension des différentes parties prenantes, d'augmenter l'efficacité et la complémentarité des interventions de la société civile au Niger et d'assurer une consultation plus régulière. Ainsi, plusieurs cadres de dialogue sectoriels ont vu le jour, en collaboration avec les ministères, les OSC et les autres partenaires techniques et financiers dans une approche multi ou bilatérale. Les secteurs couverts sont: la gouvernance, la justice et les droits de l'Homme, la population, la santé, l'éducation, la sécurité alimentaire et le secteur de l'eau, la décentralisation et le développement local. Un cadre de concertation société civile est en gestation afin de consolider et compléter les approches sectorielles.

### ***1.1.2 Analyse des parties prenantes***

Les principales parties prenantes (bénéficiaires et groupes cibles) sont constituées par les organisations de la société civile et les associations de développement nigériennes d'une part, et par les services ministériels assurant la tutelle des OSC et les associations de développement, d'autre part.

La direction des organisations non gouvernementales (ONG) et associations de développement (DONGAD, organisme de tutelle des OSC) du ministère du développement communautaire et de l'aménagement du territoire constitue également un bénéficiaire direct,

dans la mesure où elle va être soutenue par des actions et services du programme pour renforcer ses capacités de coordination, de suivi et de circulation de l'information relative à la vie associative et au développement des activités de la société civile.

Les bénéficiaires finaux des actions sont les populations pour lesquelles les OSC et les associations de développement travaillent quotidiennement. Parmi ces bénéficiaires, les options et stipulations qui seront contenues dans les lignes directrices des projets mettront en avant les populations qui sont les plus vulnérables (femmes, jeunes) et/ou qui vivent dans des situations de forte précarité.

Le programme vise à mieux structurer et à renforcer les capacités des OSC en appuyant les dynamiques existantes et en favorisant les synergies d'action entre les OSC, les pouvoirs publics et les élus locaux par l'inscription des actions dans les initiatives locales de développement des communes.

Le programme va de ce fait renforcer les relations et la collaboration entre les acteurs de la société civile et les pouvoirs publics. Il permet aux organes de tutelle de pouvoir mieux assurer leur rôle de suivi, de facilitation et d'information. Il va contribuer à créer une plus grande confiance dans les capacités des uns et des autres et les engager dans des actions communes au Niger, dans la sous-région et à l'international.

Les partenaires techniques et financiers de leur côté, devraient également bénéficier de l'input et l'output des activités du programme, tout en contribuant à renforcer la coordination et la complémentarité d'action de soutien aux OSC directement ou indirectement.

Par ailleurs bénéficiaires finaux des actions sont le Niger, la population, les femmes, les filles, les OSC et les associations de développement.

### ***1.1.3 Domaines d'appui prioritaires/analyse des problèmes***

Les domaines d'appui prioritaires sont les suivants:

- ancrer le partenariat entre l'État et la société civile dans un cadre légal et institutionnel harmonisé et modernisé;
- renforcer les capacités organisationnelles, institutionnelles et de proposition des OSC en particulier dans les secteurs suivants: processus électoral, transparence et gouvernance budgétaires, les questions de genres (autonomisation économique des femmes, participation des femmes à la vie politique, lutte contre les violences faites aux femmes), l'emploi des jeunes, cohésion sociale et communautaire dans le cadre de la migration, agriculture, sécurité alimentaire et nutritionnelle, environnement et changement climatique. Par ailleurs, certaines régions seront ciblées, telles que les zones affectées par l'insécurité et les flux migratoires;
- renforcer la participation constructive et structurée des OSC dans l'ensemble du processus d'élaboration, de mise en œuvre et du suivi-évaluation des politiques publiques et les questions de transparence et gouvernance budgétaires en particulier pour ce qui concerne les questions liées au genre;
- appuyer les initiatives de la société civile dans le cadre de l'amélioration des services de bases aux populations, du développement économique et social inclusif en particulier pour les femmes;

- soutenir l'ancrage des OSC au niveau local en particulier pour ce qui concerne les femmes et les jeunes dans les OSC;
- accompagner les dynamiques de la société civile pour la paix et la stabilité sociale.

## 2 RISQUES ET HYPOTHESES

Les risques identifiés concernent des questions essentiellement liées au contexte socio-politique et à la gouvernance des organisations de la société civile.

Nature du risque	Niveau de risque	Mesures d'atténuation
Le cadre juridique et réglementaire régissant les activités des organisations de la société civile n'est pas actualisé.	Modéré	<ul style="list-style-type: none"> <li>- poursuivre les actions pour l'adoption effective d'un amendement des règles régissant le cadre juridique et réglementaire des actions des OSC,</li> <li>- renforcer les OSC dans leurs actions de plaidoyer conjoint.</li> </ul>
Capacités limitées de gestion par les OSC	Elevé	Organisations faîtières d'accompagnement et renforcement des capacités; suivi par assistance technique (AT).
Des troubles socio-politiques qui pourraient compromettre l'engagement des OSC.	Modéré	<ul style="list-style-type: none"> <li>- utilisation du dialogue politique et autres cadres de dialogue par l'UE et autres partenaires techniques et financiers (PTF) pour éviter crises et escalades,</li> <li>- flexibilité du programme assurant des réorientations le cas échéant.</li> </ul>
Insécurité dans certaines régions du pays qui peut menacer la paix et la stabilité.	Elevé	Le programme va tenter de toucher les OSC dans les zones fragiles du Niger et de contribuer aux dynamiques existantes de stabilisation et de consolidation de la paix (cohésion communautaire, l'autonomisation des femmes, participation aux décisions publiques, mobilisation les jeunes ...).
Cantonement des OSC dans une logique passive de gouvernance minimale et de prestation de service.	Elevé	<ul style="list-style-type: none"> <li>- efforts pédagogiques d'information et de sensibilisation systématique;</li> <li>- faciliter une approche endogène de l'assistance.</li> </ul>
OSC utilisées comme plateformes de promotion politique.	Modéré	Renforcement des capacités des OSC, coaching, ...
L'unité de gestion technique manque des compétences attendues.	Faible	<ul style="list-style-type: none"> <li>- mise en place d'une approche de mise en œuvre concertée, flexible et entérinée;</li> <li>- nécessité d'un suivi externe et régulier.</li> </ul>
<b>Hypothèses:</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- stabilité politique favorisant le PASOC 4;</li> <li>- UE et États membres poursuivent une collaboration étroite dans l'appui de la société civile conformément à la feuille de route 2018-2020;</li> </ul>		

- avancées dans le cadre de la mise en œuvre du PASOC 3;
- volonté politique de renforcer la démocratie et le dialogue avec les OSC;
- stabilité politique.

### **3 ENSEIGNEMENTS TIRES, COMPLEMENTARITE ET QUESTIONS TRANSVERSALES**

#### **3.1 Enseignements tirés**

Les enseignements tirés des appuis précédents et en cours de l'Union européenne et des autres partenaires techniques et financiers sont les suivants:

- dans un contexte de grande pauvreté et de manque de moyens et de ressources pour les OSC, un certain nombre d'OSC ont tendance à intervenir sans stratégie, sans tenir compte de leur capacité de gestion d'activités et/ou de projets au risque de s'éloigner de leurs missions originelles. Ces pratiques peuvent engendrer des perceptions négatives au sein de l'opinion publique nationale et auprès des partenaires techniques et financiers. Elles mettent au cœur du fonctionnement des OSC les questions relatives à leur crédibilité et à leur légitimité. C'est une des raisons pour lesquelles, le projet envisage d'accompagner la structuration et le développement des OSC en reposant les questions éthiques et d'engagement citoyen;
- malgré ces difficultés et les dysfonctionnements notés au sein de la société civile, il existe un potentiel important. Un certain nombre d'associations manifestent un grand professionnalisme et un engagement marqué pour l'intérêt général. Ces associations constituent des points de repère pour dynamiser les actions de la société civile;
- l'éclatement et l'éparpillement de la société civile amoindrissent sa capacité à agir auprès des pouvoirs publics et des partenaires au développement de manière efficace. Les impératifs de coordination et de consolidation d'une voix collective de la société civile s'imposent pour influencer significativement les débats de politique publique, mettre en œuvre des stratégies de plaidoyer porteuses, engager des initiatives d'accompagnement des OSC pertinentes et efficaces et créer un cadre partenarial plus équilibré avec les autres acteurs de développement. Les modalités de cette coordination et de cheminement collectif, ainsi que leurs formes, doivent faire l'objet d'un consensus général issu d'un processus participatif au sein des OSC. L'État et les partenaires au développement doivent accompagner une telle dynamique et la renforcer.

L'évaluation finale du PASOC 2 signale dans ses conclusions que le PASOC 2 a souffert de quelques contradictions sur le plan du statut des OSC. Ces dernières sont toujours considérées comme des acteurs bénéficiaires et non pas comme des acteurs partenaires. Ceci a amené à concentrer l'attention sur la réalisation d'actions en négligeant l'acteur qui les réalise, selon une logique qui a démontré toutes ses limites.

Quant aux actions de renforcement de capacités, il est recommandé d'aller au-delà d'une simple série d'activités de formations en respectant la vocation et le savoir-faire des acteurs. Le renforcement de capacités doit avoir une durée qui s'étend dans le moyen-long terme et ne peut qu'être individuel, c'est-à-dire il doit être ciblé en fonction de la réalité de chaque OSC, de sa propre mission, de son identité et de ses objectifs opérationnels. En d'autres termes, le

renforcement de capacités doit suivre un parcours bien précis et balisé qui doit faire l'objet d'un accord préalable et d'un consensus entre tous les membres de l'organisation.

### **3.2 Complémentarité, synergie et coordination des bailleurs de fonds**

Ce programme renforce la coordination entre différents partenaires techniques et financiers dont les actions concourent à renforcer la société civile. Ces actions couvrent des secteurs comme : la programmation conjointe, la contribution à la mise en œuvre du Plan de développement économique et social qui donne une place privilégiée à la société civile, la participation aux cadres de travail sectoriels qui associent les organisation de la société civile, et dans la couverture d'initiatives relatives à l'élevage, la santé, la promotion, la protection et l'autonomisation des femmes et des filles, l'éducation, la gouvernance et le développement rurale, la résilience et assistance humanitaire, le renforcement de capacité à la gouvernance – redevabilité, citoyenneté, capacité sociale, la protection des droits de l'Homme et de l'enfant, la citoyenneté, les changements climatiques et la justice.

Cette coordination complète de ce fait de nombreuses interventions et favorise la synergie en particulier avec :

- les initiatives relatives à des thématiques en lien avec la migration mises en œuvre par des projets financés à partir du Fonds fiduciaire d'urgence de l'UE pour l'Afrique. Elles sont diversifiées et portent sur plusieurs axes dont; les alternatives économiques à la migration (donnant priorités aux jeunes), les appuis institutionnels, la lutte contre la traite des personnes et le trafic illicite des migrants, la gestion des flux migratoires, la protection et l'assistance aux migrants (dont les enfants et les femmes). Certaines de ces activités sont exécutées en partenariat avec les organisations de la société civile locale et internationale ;
- des projets sont mis en œuvre avec des ONG locales et internationales sur les lignes thématiques de l'instrument européen pour la démocratie et les droits de l'Homme (IEDDH);
- les programmes d'appuis budgétaires sectoriels de l'Union européenne dans les domaines du développement rural, l'éducation, la justice, la migration et la sécurité, dont dans le cadre du renforcement institutionnel ou l'appui à l'élaboration des documents stratégiques tend à promouvoir la consultation et la contribution des organisations de la société civile;
- l'instrument contribuant à la stabilité et à la paix qui s'inscrit dans le cadre des efforts de l'Union européenne et de la communauté internationale visant à promouvoir la stabilité dans la région du Sahel et du lac Tchad, notamment au Niger en associant notamment la société civile dans de projets de valorisation professionnelle des jeunes dans la région de Diffa;
- le programme danois d'appui à la société civile (2018-2021) mis en œuvre par OXFAM. Il intervient pour consolider les acquis d'une précédente intervention qui a porté notamment sur le renforcement de la redevabilité ;
- le Fonds des projets innovants de la société civile (FISCA) de la coopération française complète par un autre fonds dédiés au renforcement des capacités des OSC. Un Comité ad hoc composé de plusieurs partenaires techniques et financiers, dont la Délégation de l'Union européenne, ainsi que de représentants publics, se réunissent

pour le partage d'information et recommandations sur les dossiers présélectionnés, dans souci d'une complémentarité effective et plus efficace;

- les appuis directs ou indirects à la société civile mis en place par les coopérations allemande, luxembourgeoise et belge. Ils consistent à associer les OSC soit comme opérateurs d'exécution des projets, soit comme relais des interventions portées par des ONG internationales.
- les Agences du système des Nations unies (UNICEF, UNFPA, PNUD, PAM, FAO, etc.), en fonction de leurs mandats, disposent des mécanismes d'intégration des OSC suivant des thématiques précises;
- d'autres partenaires comme la Suite et USAID appuient et collaborent avec des OSC nigériennes;
- de nombreuses ONG internationales sont présentes au Niger et contribuent au renforcement de la société civile locale à divers titres.

Dans le cadre de la préparation de l'actualisation de la feuille de route société civile, les principaux partenaires techniques et financiers (PTF) du secteur se sont rencontrés en mai à la Délégation de l'Union européenne. Cette rencontre a permis non seulement de dégager les modalités d'un meilleur engagement des PTF avec la société civile nigérienne, mais aussi de contribuer à une coordination et une complémentarité d'actions plus tangibles, ainsi que d'arrêter les priorités d'appui du secteur en tenant compte des initiatives en cours, des gaps et des besoins relevés. La rencontre a ainsi permis un échange d'informations et d'identification des questions prioritaires dont ceux cités précédemment.

Le programme de l'UE, PASOC 4, développera avec chacune des interventions précitées une synergie/complémentarité en vue d'une meilleure efficacité. La coordination des partenaires techniques et financiers appuyant la société civile se fait pour l'instant de façon ad-hoc et pourrait être redynamisée grâce aux orientations contenues dans la nouvelle feuille de route et dans le cadre de la programmation conjointe.

### **3.3 Questions transversales**

Par la nature même du programme, la gouvernance reste au cœur de ce-dernier. Pour atteindre l'objectif fixé, le programme met davantage l'accent sur les femmes. En outre le PASOC 4 s'inscrit de manière plus large dans les secteurs de concentration du 11<sup>e</sup> FED au Niger qui prennent en considération les défis majeurs auxquels le Niger est confronté, notamment dans les domaines de luttes contre les causes profondes de la migration, la paix et la stabilité et le volet socio-économique.

Dans ce cadre, pour que cette transversalité soit effective, les mécanismes de coopération plus efficace entre partenaires techniques et financiers et les pouvoirs publics, la coordination, l'échange d'information et les actions conjointes restent primordiaux. Plus encore, les questions relatives à la protection et la sensibilisation des droits de l'Homme, dont particulièrement les droits des femmes, l'égalité des sexes et le développement durable, constituent toujours des axes importants de la philosophie du programme.

Sur le plan des droits humains, la commission nationale des droits humains (CNDH) insiste particulièrement sur l'important volet relatif à la liberté d'expression ou d'opinion, que les autorités administratives concernées doivent mettre en œuvre afin de concilier le principe du respect de l'ordre public avec le libre exercice de ces droits.

En matière d'égalité de genre (ODD 5), le pays veut mettre fin à toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et des filles, éliminer toutes les pratiques préjudiciables, telles que le mariage d'enfants, le mariage précoce ou forcé et la mutilation génitale féminine, assurer l'accès de tous aux soins de santé sexuelle et procréative et faire en sorte que chacun puisse exercer ses droits en matière de procréation. Sur le plan social et culturel, la transition démographique, la promotion de la scolarisation des jeunes filles, l'amélioration de l'offre des soins et services de santé et l'autonomisation de la femme devraient être à la base de l'amélioration des conditions de vie des nigériens avec, pour objectif, une réduction du taux de pauvreté de 45,1 % en 2014 à 37,9 % à l'horizon 2021.

Malgré les récentes résolutions adoptées par le Niger en 2017 (stratégie nationale de prévention et de réponse aux violences basées sur le genre, le décret sur l'extension de la scolarisation des jeunes filles du 5 décembre 2017 portant sur la protection, le soutien et l'accompagnement des jeunes filles en cours de scolarité, la politique nationale genre) il existe des sujets récurrents cantonnant les femmes et filles nigériennes dans un état chronique de pauvreté, fragilisant les relations de genre et défavorables à celles-ci (il est à ce titre important de souligner la féminisation de la pauvreté au Niger avec un rapport, parmi la population la plus pauvre, de trois femmes pour un homme). Le statut juridique de la femme nigérienne, en l'état actuel, ne correspond par ailleurs pas au principe d'égalité et d'équité énoncé dans la Constitution et que l'on retrouve dans les traités et conventions spécifiques aux femmes auxquels le Niger a souscrit.

Les questions d'égalité des genres qui ont été identifiées sont prises en compte sous une double modalité: (i) favoriser l'autonomisation des femmes et des OSC du secteur; et (ii) à travers les projets, renforcer la participation plus efficace des femmes dans le développement des politiques (analyses et dialogues stratégiques, politiques et économiques).

Les questions de changement climatique seront également prises en compte en particulier dans le cadre du renforcement des OSC actives dans ce secteur. En effet, l'exposition du Niger aux risques climatiques renforce sa grande vulnérabilité. Ces risques dans le contexte du Niger sont principalement les sécheresses, les inondations, les fortes chaleurs et les vents violents qui impactent négativement la productivité et menacent dangereusement la sécurité alimentaire et nutritionnelle des couches les plus vulnérables qui sont les plus exposées. Les secteurs les plus affectés sont notamment les ressources forestières, les ressources en eau, les ressources fauniques, la pêche, et les zones humides. Les migrations peuvent aussi être liées aux conséquences de ces changements climatiques. En effet, la baisse constatée des différentes productions agricoles, la diminution voire même la disparition du cheptel dans certaines localités contraignent les populations à chercher des moyens de vie dans les grandes villes ou dans d'autres pays. Ces risques sont aussi la cause des maladies climato-sensibles comme le paludisme, la méningite, la malaria, etc.

En considération de ces risques, les projets terrain qui seront retenus à l'issu des appels à proposition prévus doivent également faire l'objet d'études d'évaluations environnementales et sociales cadres avant leur démarrage pour identifier les principaux risques et contraintes (y compris aux niveaux sociaux, légaux et institutionnels) liés à l'environnement et aux ressources naturelles qui pèsent sur la mise en œuvre des activités envisagées et qui devraient être pris en compte.

Ces évaluations environnementales qui porteront sur le résultat 4 doivent permettre:

- d'aider à assurer la conformité des sous-projets issus des appels à proposition aussi bien avec la législation environnementale, qu'avec les recommandations relatives à

l'intégration de l'environnement et du changement climatique dans les actions financées avec le soutien de l'Union européenne;

- de guider la gestion environnementale et sociale des sous-projets qui bénéficieront d'un subside en vue de la prévention ou l'atténuation des impacts négatifs et de l'optimisation des impacts positifs.

Au-delà des risques cités plus haut, la pollution, la baisse de la fertilité des sols, la déforestation et, de manière générale, l'exploitation abusive des ressources naturelles (végétales, fauniques, halieutiques et hydriques) constituent les principaux problèmes concernant le changement climatique, l'environnement et la biodiversité.

Des opportunités existent pour inverser ces tendances et créer les conditions d'une durabilité environnementale, en particulier:

- au niveau terrain, par exemple, la gestion durable des terres à travers des actions de récupération/restauration des terres dégradées, de renforcement des capacités sur les modes de gestion durable comme l'approche agriculture climatiquement intelligente et d'accompagnement des communautés en ce sens;
- au niveau institutionnel, par exemple, l'intégration des dimensions environnementales et climatiques au sein des actions des OSC, l'appui à l'intégration de l'environnement et du changement climatique dans les plans et schémas de développement aux échelles locale et régionale (plan de développement communal – PDC et régional - PDR, schéma régional d'aménagement du territoire - SRAT, schéma d'aménagement foncier SAF.);
- au niveau de la sensibilisation des acteurs locaux, par exemple, la sensibilisation sur les effets néfastes sur la santé des fumées domestiques, la gestion des déchets plastiques, l'importance de la régénération naturelle assistée, le défrichement amélioré), etc.

## **4 DESCRIPTION DE L'ACTION**

### **4.1 Objectifs/résultats**

Ce programme s'inscrit dans le programme des Nations unies pour le développement durable à l'horizon 2030. Il contribue principalement à atteindre progressivement les ODD dont l'objectif 16 des portant sur «paix, justice et institutions efficaces: promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et ouvertes aux fins du développement durable, assurer l'accès à la justice et mettre en place, à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes», mais il favorise aussi les progrès vers l'obtention de l'objectif 5 pour «parvenir à l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles». Cela n'implique pas d'engagement de la part du la République du Niger qui bénéficie de ce programme.

L'objectif global est de consolider la démocratie et la bonne gouvernance au Niger.

L'objectif spécifique est de renforcer les OSC dans leur rôle d'acteur du développement au Niger.

Le programme constitue une opportunité supplémentaire pour les OSC d'accroître leurs capacités en vue d'une action plus professionnelle, condition cruciale pour un exercice efficace de leur rôle d'acteurs du développement au Niger. Le programme impliquera ainsi quatre résultats illustrés ci-dessous.

**Résultat 1:** la connaissance de la société civile par les OSC elles-mêmes, la population nigérienne, les autorités publiques et les PTF est renforcée.

**Résultat 2:** des acteurs et les organisations de la société civiles ont des capacités de coordination, collaboration et plaidoyer renforcées leur permettant d'être réellement contributives au développement démocratique et socio-économique du Niger.

**Résultat 3:** une ou plusieurs plateforme(s) de dialogue entre États et OSC opérationnelle(s) et des bureaux de terrain «services et conseils» répondant au mieux aux besoins des organisations de la société civile renforcent les opportunités et les conditions de concertation et d'un dialogue plus structuré entre les pouvoirs publics et la société civile pour l'élaboration et la mise en œuvre des politiques publiques, ainsi que entre les OSC et les partenaires techniques et financiers.

**Résultat 4:** une sélection d'OSC actives dans les questions de gouvernance et transparence budgétaire, de processus électoral, de genre (autonomisation économique des femmes, participation des femmes à la vie politique, lutte contre les violences faites aux femmes), d'emploi des jeunes, cohésion sociale et communautaire dans le cadre de la migration, sécurité alimentaire et nutritionnelle, environnement et changement climatique, sont soutenues dans la préparation et mise en œuvre d'actions.

Par ailleurs, certaines régions seront ciblées, telles que les zones affectées par l'insécurité et les flux migratoires.

Les acquis dans le cadre des appuis précédents seront pérennisés et consolidés. Les ruptures dans la mise en œuvre des processus de renforcement de capacités et de dialogue OSC-État-collectivités territoriales seront évitées. Les appels à proposition porteront en particulier sur les nouvelles thématiques.

## **4.2 Principales activités**

### **Pour le résultat 1:**

les activités liées à ce résultat seront coordonnées en amont de l'installation de l'équipe d'experts techniques à long terme.

Les activités seront les suivantes:

- mise à jour participative et sensible au genre du répertoire et de la cartographie de la société civile nigérienne y compris l'analyse des cadres de concertation existants;
- mise en place d'une base de recensement des OSC au niveau géographique et thématique accessible aux OSC et actualisable périodiquement;
- analyse des défis auxquels les OSC sont confrontées dans le contexte nigérien;
- analyse des besoins des OSC pour ce qui concerne leur capacité à opérer (gouvernance, élaboration et mise en œuvre de plans d'action, gestion financière, plaidoyer, participation aux cadres de concertation entre OSC, avec les acteurs étatiques et les partenaires techniques et financiers sur le suivi des politiques sectorielles);
- organisation d'un ou plusieurs séminaires à échelle nationale et régionale;
- étude diagnostique sur l'offre existante en matière de renforcement des capacités et d'accompagnement de proximité des OSC.

**Pour le résultat 2:**

- activités de renforcement des capacités de gestion administrative et financières des OSC au niveau central et au niveau régional;
- organisation d'ateliers d'accompagnement ciblés des OSC dans la formulation, la mise en œuvre et le suivi de leurs propres projets;
- appui aux capacités d'analyse, de compréhension des enjeux du développement, de clarification de leur vision, du mandat et de la valeur ajoutée de l'OSC comme acteur de gouvernance et de dialogue;
- appui à l'émergence et à la consolidation d'espaces de discussions, d'échanges et de concertation entre les OSC sensibles au genre;
- développement d'un accompagnement de proximité dans la durée, notamment pour les OSC émergentes;
- appui à la production, l'accès, la diffusion de l'information pertinente et la capitalisation des connaissances aux OSC et aux outils modernes de communication;
- établissement d'un travail de rapprochement avec les différents PTF intervenant dans le domaine du renforcement des capacités des OSC et de suivi de la feuille de route;
- ateliers, séminaires d'échanges, etc., au niveau national et de la sous-région impliquant le corps universitaire, les centres de recherche spécialisés dans l'accompagnement de la société civile;
- appui au suivi du budget au niveau national et communal et dans les budgets sectoriels concernés: études et facilitation pour l'identification des acteurs mobilisés dans le suivi budgétaire et le renforcement des compétences techniques et des capacités de propositions des OSC ciblant principalement les thématiques sectorielles retenues et prévoyant la systématisation de la diffusion, de l'échange et de la sensibilisation sur les résultats.

**Pour le résultat 3:**

- une ou plusieurs plateformes d'échanges entre les OSC et les autorités sont renforcées ou mises en place de façon durable à Niamey et dans les régions;
- élaboration d'un guide pratique sur les modalités de coordination d'un cadre de conseils-services, sur la collecte, la gestion et la diffusion des informations;
- réflexion participative pour ce qui concerne le financement et la durabilité de ces structures;
- facilitation et appui technique aux dialogues sectoriels entre l'administration et les OSC dans les secteurs clés du développement en tenant compte des priorités de la coopération UE-Niger y compris l'égalité du genre, le changement climatique et les questions de migration;
- soutien aux organisations ou coalitions d'organisation à valeur ajoutée reconnues dans les secteurs concernés qui seront sélectionnées en fonction de compétences thématiques spécifiques (en particulier pour ce qui concerne les questions de gouvernance et transparence budgétaires, de processus électoral, de genre (autonomisation économique des femmes, participation des femmes à la vie politique, lutte contre les violences faites aux femmes), l'emploi des jeunes, cohésion sociale et communautaire dans le cadre de la

migration, agriculture, sécurité alimentaire et nutritionnelle, l'environnement et le changement climatique).

#### **Pour le résultat 4:**

- appui à des OSC pour la mise en œuvre de leurs plans d'action;
- soutien aux actions visant l'appui à des initiatives sectorielles thématiques telles la gouvernance et la transparence budgétaires, le processus électoral, l'autonomisation économique des femmes, la participation des femmes à la vie politique, la lutte contre les violences faites aux femmes, l'emploi des jeunes, la cohésion sociale et communautaire dans le cadre de la migration, agriculture, la sécurité alimentaire et nutritionnelle, le changement climatique et la protection de l'environnement en particulier dans les zones affectées par l'insécurité et les flux migratoires;
- soutien aux petites organisations telles que des associations de femmes et de jeunes;
- accompagnement des porteurs de projet en leur fournissant l'appui technique, organisationnel, relationnel et financier nécessaire à leur durabilité;
- soutien entre autres aux initiatives socio-économiques visant à favoriser la création de richesses et d'emplois et ciblant les populations à faibles opportunités d'autonomisation économique, en particulier les femmes.

Les activités impliqueront les OSC, les autorités publiques, les PTF et des représentants du secteur privé afin d'améliorer la collecte, la gestion et la diffusion des informations et d'assurer le rôle de conseil sectoriel (la compréhension, la participation à la définition, la mise en œuvre des politiques de développement, ainsi que le dialogue politique au niveau gouvernance).

### **4.3 Logique d'intervention**

Le renforcement de la société civile dans le cadre du 11<sup>e</sup> FED s'explique par la nécessité d'intégrer davantage les OSC dans le processus de lutte contre la pauvreté et de développement durable au Niger. Cette perspective s'inscrit dans les objectifs poursuivis dans le cadre de l'accord de Cotonou et soutenus dans le plan de développement économique et social du pays, ainsi que dans la réalisation des objectifs durables de développement.

Il s'agit de soutenir les efforts menés sous les PASOC 1, 2 et 3, de capitalisation des acquis et d'assurer la durabilité des actions réalisées et d'optimiser l'implication et la contribution des organisations de la société civile. Ce processus découlera notamment d'une plus grande légitimité, crédibilité et efficacité des OSC et de leurs actions en tant qu'acteurs indépendants et moteurs de changement au Niger, en partenariat avec les acteurs publics et les partenaires techniques et financiers.

La présence d'OSC plus efficaces et crédibles dans leur diversité constituera un élément majeur du rôle à jouer par celles-ci dans le développement du Niger, l'amélioration de la vie des populations du pays, la consolidation de la démocratie et de la bonne gouvernance.

De ce fait également, les capacités conjointes et individuelles acquises faciliteront d'autant le processus dans le cadre de réelles dynamiques collectives de leur contribution à la formulation de politique publique et l'approfondissement de l'état de droit.

Par ailleurs, le renforcement des dynamiques collectives au sein d'une société civile constitue également le moteur d'une contribution accrue et pertinente dans le traitement de questions majeures d'actualité. Les concertations et les conditions de dialogues seront favorisées dans l'élaboration et la mise en œuvre des politiques publiques de développement.

Les modalités de gestion et mise en œuvre ont été conçues afin d'optimiser les solutions et de s'adapter aux défis auxquels les organisations de la société civile doivent répondre. Une structure mixte de mise en œuvre est prévue, compte tenu des expériences antérieures. Dans ce cadre, une équipe d'assistance technique long terme (unité d'assistance technique – UAT) aura pour mission principale de mettre en place un système d'appui, conseil et formation aux différents niveaux des OSC nigériennes pour la bonne exécution des activités du programme et l'obtention des résultats escomptés, à Niamey et dans les régions. L'assistance technique pourra mandater des experts dans les régions afin d'animer des dynamiques locales, assurer le conseil aux OSC, et faciliter le travail avec les autres acteurs.

L'accès des OSC aux financements du PASOC 4 passera par un mécanisme de subvention en cascade organisé par les ONG/organisations faitières sélectionnées dans le cadre de l'appel à proposition, et qui accompagneront par ailleurs les OSC bénéficiaires dans la mise en œuvre de leurs actions.

## **5 MISE EN ŒUVRE**

### **5.1 Convention de financement**

Pour mettre en œuvre la présente action, il est envisagé de conclure une convention de financement avec le pays partenaire.

### **5.2 Période indicative de mise en œuvre**

La période indicative de mise en œuvre opérationnelle de la présente action, au cours de laquelle les activités décrites à la section 4.2 seront menées et les contrats et accords correspondants seront mis en œuvre, est de 48 mois à compter de la date d'entrée en vigueur de la convention de financement.

La prolongation de la période de mise en œuvre peut être approuvée par l'ordonnateur compétent de la Commission qui modifiera la présente décision et les contrats et accords concernés; les modifications apportées à la présente décision constituent des modifications non substantielles au sens de l'article 9, paragraphe 4 du règlement (UE) 2015/322.

### **5.3 Mise en œuvre de la composante relative à l'appui budgétaire**

Non applicable

### **5.4 Modalités de mise en œuvre**

Tant en gestion indirecte qu'en gestion directe, la Commission et le ou les partenaires en gestion indirecte veilleront au respect des règles et procédures appropriées de l'UE pour l'octroi de financements à des tiers, y compris les procédures de recours, le cas échéant, et à la

conformité de l'action aux mesures restrictives<sup>2</sup> affectant les pays de mise en œuvre concernés.

#### **5.4.1 Subventions: appel à propositions «plans d'actions OSC Niger» (gestion directe)**

(a) Objectifs des subventions, domaines d'intervention, priorités pour l'année et résultats escomptés

La subvention a pour objectif d'appuyer la préparation et la mise en œuvre des plans d'action d'une sélection d'OSC dans les secteurs suivants: les questions de gouvernance et transparence budgétaire, de processus électoral, de genre (autonomisation économique des femmes, participation des femmes à la vie politique, lutte contre les violences faites aux femmes), l'emploi des jeunes, cohésion sociale et communautaire dans le cadre de la migration, agriculture, sécurité alimentaire et nutritionnelle, environnement et changement climatique. Par ailleurs, certaines régions seront ciblées, telles que les zones affectées par l'insécurité et les flux migratoires.

Résultats attendus: les OSC actives dans les questions de gouvernance et transparence budgétaire, de processus électoral, de genre (autonomisation économique des femmes, participation des femmes à la vie politique, lutte contre les violences faites aux femmes), emploi des jeunes, cohésion sociale et communautaire dans le cadre de la migration, l'agriculture, la sécurité alimentaire et nutritionnelle, l'environnement et le changement climatique mettent en œuvre les actions nécessaires à l'atteinte de leurs objectifs.

(b) Conditions d'éligibilité

L'accès des OSC aux financements du PASOC 4 passera par un mécanisme de subvention en cascade organisées par les ONG/organisations faîtières ayant une expérience démontrée dans la mise en œuvre et la gestion d'actions de renforcement et d'accompagnement des OSC ainsi que dans la gestion de mécanismes de subventions en cascade. Sous réserve des informations qui seront publiées dans l'appel à propositions, le montant indicatif de la contribution de l'UE par subvention est d'au moins 1 500 000 EUR à ces organisations faîtières. La durée maximum (période de mise en œuvre) des subventions octroyées aux ONG/organisations faîtières est de 36 mois.

En ce qui concerne les subventions en cascade, les OSC éligibles seront des OSC (personnes morales, personnes physiques ou groupements sans personnalité juridique, ONG locales et internationales) actives dans les thématiques prioritaires à Niamey et dans les régions du Niger en particulier les régions fragiles. Les OSC éligibles auront des plans d'actions qui auront fait l'objet d'un examen ou d'un appui pour évaluer leur solidité et leur pertinence par rapport à la ou aux thématiques prioritaires.

(c) Critères de sélection et d'attribution essentiels

Les critères de sélection essentiels portent sur la capacité financière et opérationnelle du demandeur.

---

<sup>2</sup> Les mesures restrictives de l'UE prévoient l'interruption ou la réduction, en tout ou en partie, des relations économiques et financières avec un ou plusieurs pays tiers, entités non étatiques, personnes physiques ou morales et groupes. Elles sont publiées sur internet à l'adresse suivante [http://eeas.europa.eu/archives/docs/cfsp/sanctions/docs/measures\\_en.pdf](http://eeas.europa.eu/archives/docs/cfsp/sanctions/docs/measures_en.pdf)

Les critères d'attribution essentiels concernent la pertinence de l'action proposée au regard des objectifs de l'appel; la conception, l'efficacité, la faisabilité, la viabilité et le rapport coût/efficacité de l'action; le caractère inclusif de la mise en œuvre du plan d'actions; le niveau de transparence de la gestion; le fonctionnement démocratique de l'organisation; la fonctionnalité du système de suivi-évaluation.

(d) Taux maximal de cofinancement

Le taux maximal de cofinancement possible pour les subventions au titre du présent appel est de 95%.

Lorsqu'un financement intégral est indispensable à la réalisation de l'action, le taux maximal de cofinancement possible peut atteindre 100 %. Le caractère indispensable du financement intégral doit être justifié par l'ordonnateur compétent de la Commission dans la décision d'attribution, dans le respect des principes d'égalité de traitement et de bonne gestion financière.

(e) Période indicative pour le lancement de l'appel  
Troisième trimestre 2020

**5.4.2 Passation de marchés (gestion directe)**

Objet en termes génériques, si possible	Type (travaux, fournitures, services)	Nombre indicatif de contrats	Trimestre indicatif pour le lancement de la procédure
Résultat 1-2-3	Service	3	4 <sup>e</sup> trimestre 2019
Résultat 4	Subvention	2- 3	1 <sup>er</sup> trimestre 2020

**5.5 Champ d'application de l'éligibilité géographique pour les marchés et les subventions**

L'éligibilité géographique au regard du lieu d'établissement pour la participation aux procédures de passation de marchés et d'octroi de subventions et au regard de l'origine des fournitures achetées, telle qu'elle est établie dans l'acte de base et énoncée dans les documents contractuels pertinents, est applicable.

L'ordonnateur compétent de la Commission peut étendre l'éligibilité géographique conformément à l'article 22, paragraphe 1, point b), de l'annexe IV de l'accord de partenariat ACP-UE en cas d'urgence ou d'indisponibilité de produits et services sur les marchés des pays concernés, ou dans d'autres cas dûment justifiés si l'application des règles d'éligibilité risque de rendre la réalisation de la présente action impossible ou excessivement difficile.

## 5.6 Budget indicatif

	Contribution de l'UE (montant en EUR)	Contribution indicative de tiers dans le cadre de l'appel à propositions
<b>5.4.1 Subventions: appel à propositions plans d'actions OSC Niger (gestion directe)</b> —		
Résultat 4	5 000 000	<b>263 158</b>
<b>5.4.2 Passation de marchés (gestion directe)</b>		
Résultat 1	400 000	
Résultat 2/3/4	2 000 000	
5.9 - Évaluation et 5.10 - Audit	200 000	
5.11 - Communication	200 000	
Provision pour imprévus	200 000	
<b>Total</b>	<b>8 000 000</b>	<b>263 158</b>

## 5.7 Structure organisationnelle et responsabilités

Le programme sera sous mode de gestion directe. Le maître d'ouvrage du programme est le ministère des finances, en sa qualité d'ordonnateur national du FED. D'autres ministères transversaux seront impliqués dans la mise en œuvre et suivi. Il s'agit notamment du ministère du développement communautaire et de l'aménagement du territoire (qui abrite en son sein la direction des ONG et des associations de développement) du ministère de l'intérieur, et du ministère de la jeunesse, des sports et de la culture.

La mise en œuvre se fera par le biais d'un appel à propositions combiné avec de l'assistance technique. Un cabinet d'assistance technique (AT) de longue durée, sera recruté par appel d'offre international. Le cabinet mettra à disposition les experts et reste de personnel nécessaire pour la création d'une unité de gestion technique (UGT), ayant une connaissance solide sur le développement institutionnel de la société civile et une compétence approuvée en termes de gestion administrative et financière, ainsi qu'une expérience de communication, de suivi et de rapportage.

L'UGT mettra ainsi en place un système d'appui, conseil et formation à différents niveaux des OSC nigériennes pour la bonne exécution des activités du programme et l'obtention des résultats escomptés. Il devra mandater des experts dans les régions afin de faciliter le travail avec les autres acteurs.

L'AT à court terme pourra être mobilisée au besoin, y compris si nécessaire pour renforcer la présence de l'UGT dans les régions.

L'UGT assistera la délégation UE et l'ON dans la préparation de l'appel à propositions destiné à identifier des ONG de capacité technique et financière permettant l'organisation, le suivi et l'encadrement de subventions en cascades. Ces organisations vont bénéficier de contrats de

subvention permettant de soutenir des actions d'OSC et d'ONG locales par le biais de subventions en cascades.

### **Comité de pilotage**

Un comité de pilotage fournira les orientations stratégiques pour le programme et recommandera des mesures correctives en cas de problèmes lors de la mise en œuvre. Il aura un caractère tripartite en vue de favoriser le dialogue et la confiance entre la société civile, le gouvernement et la Commission européenne.

Le comité est présidé par un représentant du ministère du développement communautaire et de l'aménagement du territoire. En outre, il est composé entre autres par :

- un représentant de la direction des ONG et des associations de développement;
- cinq représentants de la société civile;
- un représentant du chef de Délégation de l'Union européenne (à titre d'observateur);
- un représentant des partenaires techniques et financiers soutenant des initiatives de la société civile au Niger (à titre d'observateur);
- un représentant d'une ONG internationale;
- toute autre personne ou institution qui puisse être invitée par le comité à titre d'assesseur ou observateur.

Le comité se réunit au moins deux fois par an. Les fonctions des membres du comité de pilotage sont bénévoles. L'UGT exercera les fonctions de secrétariat du comité.

## **5.8 Suivi des résultats et rapports**

Le suivi technique et financier courant de la mise en œuvre de la présente action est un processus continu et fait partie intégrante des responsabilités du partenaire de mise en œuvre. À cette fin, le partenaire de mise en œuvre doit établir un système de suivi interne, technique et financier permanent pour l'action et élaborer régulièrement des rapports d'avancement (au moins une fois par an) et des rapports finaux. Chaque rapport rendra compte avec précision de la mise en œuvre de l'action, des difficultés rencontrées, des changements mis en place, ainsi que des résultats obtenus (réalisations et effets directs), mesurés par rapport aux indicateurs correspondants, en utilisant comme référence la matrice du cadre logique (pour la modalité de projet). Le rapport sera présenté de manière à permettre le suivi des moyens envisagés et employés et des modalités budgétaires de l'action. Le rapport final, narratif et financier, couvrira toute la période de mise en œuvre de l'action.

La Commission peut effectuer d'autres visites de suivi du projet, par l'intermédiaire de son propre personnel et de consultants indépendants directement recrutés par la Commission pour réaliser des contrôles de suivi indépendants (ou recrutés par l'agent compétent engagé par la Commission pour mettre en œuvre ces contrôles).

## **5.9 Evaluation**

Eu égard à l'importance de l'action, il sera procédé à des évaluations à mi-parcours, finale et, éventuellement, ex post de la présente action ou ses composantes par l'intermédiaire de consultants indépendants au travers de missions commandées par la Commission.

L'évaluation à mi-parcours sera réalisée à des fins d'apprentissage, en particulier par rapport au fonctionnement du soutien fourni par l'UGT et les organisations bénéficiaires des contrats

de subvention, en tenant compte aussi du fait qu'une phase subséquente du programme devra être formulée avant la fin de la mise en œuvre.

L'évaluation finale ou ex post sera réalisée à des fins de responsabilisation et d'apprentissage à divers niveaux (y compris la révision des politiques), en tenant compte en particulier des leçons apprises pour la suite de l'appui aux organisations de la société civile dans le cadre du 11<sup>e</sup> FED.

La Commission informera le partenaire de mise en œuvre au moins 2 mois avant les dates envisagées pour les missions d'évaluation. Le partenaire de mise en œuvre collaborera de manière efficace et effective avec les experts en charge de l'évaluation, notamment en leur fournissant l'ensemble des informations et documents nécessaires et en leur assurant l'accès aux locaux et activités du projet.

Les rapports d'évaluation seront communiqués au pays partenaire et aux autres parties prenantes clés. Le partenaire de mise en œuvre et la Commission analyseront les conclusions et les recommandations des évaluations et décideront d'un commun accord, le cas échéant en accord avec le pays partenaire, des actions de suivi à mener et de toute adaptation nécessaire et notamment, s'il y a lieu, de la réorientation du projet.

À titre indicatif, il sera conclu deux marchés de services d'évaluation en 2020 et 2022.

#### **5.10 Audit**

Sans préjudice des obligations applicables aux marchés conclus pour la mise en œuvre de la présente action, la Commission peut, sur la base d'une évaluation des risques, commander des audits indépendants ou des missions de vérification des dépenses pour un ou plusieurs contrats ou conventions.

À titre indicatif, il sera conclu deux marchés de services d'audit en 2021 et 2022.

#### **5.11 Communication et visibilité**

La communication et la visibilité de l'UE constituent des obligations légales pour toutes les actions extérieures financées par l'UE.

Pour la présente action, il y a lieu de prévoir des mesures de communication et de visibilité qui seront établies, au début de la mise en œuvre, sur la base d'un plan d'action spécifique dans ce domaine et financées sur le budget indiqué à la section 5.6 ci-dessus.

En ce qui concerne les obligations légales en matière de communication et de visibilité, les mesures seront mises en œuvre par la Commission, le pays partenaire, les contractants, les bénéficiaires de subvention et/ou les entités en charge. Des obligations contractuelles adaptées seront respectivement prévues dans la convention de financement, les marchés, les contrats de subvention et les conventions de délégation.

Le plan de communication et de visibilité de l'action ainsi que les obligations contractuelles adaptées seront établis sur la base du manuel de communication et de visibilité pour les actions extérieures de l'Union européenne.

Dans le cadre de la présente action, les actions de communication et visibilité seront conjointement définies par les ministères techniques, l'ON et la Délégation de l'Union européenne (DUE), et mises en œuvre par le biais de contrats de services.

Objet	Type	Nombre indicatif de contrats	Trimestre indicatif pour le lancement de la procédure	Montant total
Contrat de services de communication et visibilité des activités de l'action	Contrat de Services	1	2020Q1	200 000 EUR

## 6 CONDITIONS PREALABLES

N/A

## APPENDICE – CADRE LOGIQUE

	Logique d'intervention	Indicateurs	Lignes de base (y compris année de référence)	Cibles (y compris année de référence)	Sources et moyens de vérification	Hypothèses
Objectif global: impact	L'objectif global est de consolider la démocratie et la bonne gouvernance au Niger.	<p>Cadre juridique et réglementaire permettant l'implication de la société civile actualisé et adopté</p> <p>Score de l'indicateur de gouvernance (Worldwide Governance Indicator/Voice and Accountability)</p>	Proposition de réforme de la loi régissant les OSC élaborée, mais non adoptée	<p>Loi régissant le fonctionnement des OSC révisée et adoptée</p> <p>TBD</p>	<p>Décision sur l'adoption de la loi régissant le fonctionnement des OSC</p> <p>Rapport Banque mondiale</p>	<p>Niveau de sécurité et stabilité dans les régions concernées</p> <p>Engagement des OSC à jouer un rôle constructif de dialogue externe et interne au secteur</p>

<b>Objectif(s) spécifique(s):</b> <b>Effet(s) direct(s)</b>	L'objectif spécifique est de renforcer les OSC dans leur rôle d'acteur du développement au Niger	1 Statut et degré d'opérationnalisation du cadre de concertation sectoriel	Non-officiel	Cadre de concertation État-PTF-OSC officialisé	-1. arrêté ministériel	Cadre juridique et réglementaire adapté régissant les activités des OSC  Gouvernance interne effective et respect de la réglementation par les OSC
		- 2 Montant de l'aide des PTF aux OSC	Faiblesse de Capacité d'absorption des ressources et d'utilisation optimale	TBD	2-3- bases de données du comité d'aide au développement (CAD) sur l'aide publique au développement (APD)	
		- 3 Volume financier des ressources allouées aux OSC en fin de programme	N/A	TBD	Rapports de l'AT	
		- 4 Nombre de rapports des OSC sur le suivi des politiques publiques	N/A	TBD	Revue à mi-parcours et final du programme	
		Nombre de rapports sur la participation des OSC aux revues sectorielles annuelles et dialogues sectoriels  Les plans d'actions et les rapports d'activités des OSC intègrent les questions liées à l'environnement et aux changements climatiques	Faiblesse de la prise en compte des questions d'environnement et des changements climatiques dans les rapports des OSC	Participation des OSC dans la préparation des contributions déterminées au niveau national (CDN) et le suivi des conventions post-Rio sur le changement climatique, la désertification et la diversité biologique.	- Rapport annuels d'activités des OSC- Rapports d'activités des institutions qui portent le suivi des trois conventions post-Rio	

Produits	<b>Résultat 1:</b> La connaissance de la société civile par les OSC elles-mêmes, la population nigérienne, les autorités publiques et les PTF est renforcée.	- OSC plus légitimes et crédibles, capables et compétentes comme partenaires du développement	Société civile encore non suffisamment reconnue comme partenaire égal de la vie publique économique, politique et sociale 2015	Organisation des assises de la société civile	Compte-rendu des assises de la société civile	- Gouvernance interne effective et respect de la réglementation par les OSC
		- Nombre, type et montant des initiatives financées - Qualité des projets financés - Résultats atteints par les bénéficiaires des projets de renforcement individuel et collectif	Capacité d'initiative, de structuration et de gestion, et reconnaissance des OSC montre des faiblesses 2015	Les OSC bénéficient d'une reconnaissance plus importante 2018 - 2019	- Diverses publications du programme (plaquette, site) - Rapports de suivi de l'AT - Statistiques des appels à propositions - Rapports produits par les OSC - Évaluation du programme - Audit du programme	<b>NOTE: Valeurs de base et cible pour certains indicateurs non disponibles et à déterminer pendant la phase de démarrage du projet</b>

	<p><b>Résultat 2:</b> Des acteurs et les organisations de la société civiles ont des capacités de coordination, collaboration et plaidoyer renforcées leur permettant d'être réellement contributives au développement démocratique et socio-économique du Niger.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Mécanisme corporative durable ex. Charte de la Société Civile</li> <li>- Satisfaction et adhésion au processus de mise en place de la charte</li> <li>- Nombre, type et qualité de rapports produits par les OSC sur le suivi des politiques publiques</li> <li>- Nombre et qualité des projets conjoints mis en œuvre</li> <li>- Nombre de rapports sur la participation des OSC aux revues sectorielles annuelles et dialogues sectoriels</li> </ul>	<p>Absence de consensus entre les OSC (refus de charte) 2015</p> <p>N/A</p> <p>N/A</p> <p>N/A</p> <p>N/A</p>	<p>La Charte de la société civile est validée (2018)</p> <p>TBD</p> <p>TBD</p> <p>TBD</p> <p>TBD</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Charte de la société civile publiée</li> <li>- Rapports de l'AT</li> <li>- Rapport des OSC et des PTF</li> <li>- Revues mi-parcours et finales</li> </ul>	<p>- Engagement des OSC à jouer un rôle constructif de dialogue interne et externe au secteur</p> <p><b>NOTE: Valeurs de base et cible pour certains indicateurs non disponibles et à déterminer pendant la phase de démarrage du projet</b></p>
	<p><b>Résultat 3:</b> Une ou plusieurs plateforme(s) de dialogue entre États et OSC opérationnelle(s) et des bureaux de terrain «services et conseils» répondant au mieux aux besoins des organisations de la société civile renforcent les opportunités et les conditions de concertation et d'un dialogue plus structuré entre les pouvoirs publics et la société civile pour l'élaboration et la mise en œuvre des politiques publiques, ainsi que entre les OSC et les partenaires techniques et financiers.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Nombre d'OSC informées sur les opportunités de participation au développement des politiques</li> <li>- Nombre de consultations sectorielles des OSC par les</li> </ul>	<p>Société civile faiblement impliquée par les pouvoirs publics dans la définition et le suivi de la mise en œuvre des politiques</p>	<p>Le dialogue État/société civile s'érige en partenariat effectif et efficace dans différents processus et secteurs de développement du Niger</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Textes légaux</li> <li>Rapports de l'État et des bailleurs de fonds</li> <li>Médias</li> <li>Rapports de l'AT</li> </ul>	<p>Volonté de l'État de coopérer avec la société civile</p> <p>Engagement des OSC à jouer un rôle constructif de dialogue externe et interne au secteur</p>

		institutions de l'État - Nombre et fréquence des concertations - Nombre et fréquence participation aux revues - Niveau de satisfaction des parties			Revue du programme Débats et rapports publics Rapports d'activité des OSC partenaires	<b>NOTE: Valeurs de base et cible pour certains indicateurs non disponibles et à déterminer pendant la phase de démarrage du projet</b>
	<p><b>Résultat 4:</b> une sélection d'OSC actives dans les questions de gouvernance et transparence budgétaire, de processus électoral, de genre (autonomisation économique des femmes, participation des femmes à la vie politique, lutte contre les violences faites aux femmes), d'emploi des jeunes, cohésion sociale et communautaire dans le cadre de la migration, agriculture, sécurité alimentaire et nutritionnelle, environnement et changement climatique, sont soutenues dans la préparation et mise en œuvre d'actions.</p> <p>Par ailleurs, certaines régions seront ciblées, telles que les zones affectées par l'insécurité et les flux migratoires</p> <p>.</p>	- Évolution du budget exécuté par les OSC en fin de programme - Nombre d'OSC bénéficiant d'un programme de développement organisationnel - Intégration de l'ABD/genre dans les outils de programmation, conception, etc., ainsi que dans ceux de suivi et d'évaluation (gestion axée sur les résultats et la performance sensible au genre et droits humains et budgétisation sensible au genre)	0  N/A  N/A	90 %  100 %  100 %	Lignes directrices de l'appel à propositions Rapport de sélection de projets Documents d'action de projets Rapports de l'AT Revue du programme Rapports d'activité des OSC partenaires	

		<ul style="list-style-type: none"> <li>- Les comités et structures de pilotage, suivi et consultation, ainsi que les activités programmées dans le cadre des actions financées incluent une participation équitable des femmes et des hommes.</li> <li>- Dans la mesure du possible, par la promotion des femmes aux nominations à des postes de responsabilité.</li> <li>- Les projets terrains retenus dans les appels à proposition intègrent de manière stratégique la question de changement climatique et environnement</li> </ul>	<p>N/A</p> <p>0</p>	<p>TBD</p> <p>100 %</p>		
--	--	--	---------------------	-------------------------	--	--